

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

OPERATION DE RESTRUCTURATION DE L'IMMEUBLE
SITUE AU 31 BOULEVARD D'ATHENES A MARSEILLE

Procédure : Procédure formalisée avec négociation

Articles R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C)

PHASE 2 Offres

Site du profil acheteur du pouvoir adjudicateur : PLACE

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date et heure limites de réception des OFFRES INITIALES

Mercredi 31 juillet 2024 à 13 heures, délai de rigueur

(date de transmission du DCC aux 5 équipes retenues via PLACE : 26 juin 2024)

SOMMAIRE

Article 1 : Maître d'ouvrage	3
Article 2 : Objet de la consultation	3
Article 3 : Conditions de la consultation	3
3.1 - Procédure de passation	3
3.2 – Allotissement.....	4
3.3 – Nomenclature.....	4
3.4 - Forme du marché -éléments de mission.....	4
3.5 – Validité du marché	4
3.6 – Tranches	4
3.7 – Calendrier prévisionnel de la procédure	5
3.8 – Durée du marché de maîtrise d'œuvre.....	5
3.9 - Compétences obligatoires.....	5
3.10 - Groupements d'opérateurs économiques.....	6
3.11 - Sous traitance.....	6
3.12 - Mode de dévolution des travaux.....	6
Article 4 : Organisation générale du la phase 1 Candidatures	6
Article 5 Prix – Modalités de règlement.....	7
Article 6 : Présentation et contenu du dossier de candidature	7
Article 7 : Modalités de sélection des candidatures	7
Article 8 : Organisation de la phase 2 « Offre ».....	7
8.1 – Conditions de la consultation	7
8.2 – Présentation des offres	9
8.3 – Dépôt des offres dans PLACE	10
8.4 – Examen des offres	10
8.5 – Informations relatives aux clauses particulières.....	11
8.6 – Renseignements complémentaires.....	12
Article 9 : Attribution du marché.....	13
Article 10 : Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire.	14
Article 11 : Mise au point du marché	14
Article 12 : Motifs d'intérêt général	14
Article 13 : Procédures de recours	14

Article 1 : Maître d'ouvrage

Rectorat de Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur

Place Lucien Paye

13621 Aix en Provence Cedex 1

Service instructeur : Direction Régionale Académique de la Politique Immobilière de l'Etat (DRAPIE)

Article 2 : Objet de la consultation

La présente consultation concerne les missions de Maîtrise d'œuvre pour l'opération de :

Restructuration de l'immeuble situé au 31 boulevard d'Athènes à Marseille

Les objectifs de l'opération sont précisés dans le programme de l'opération.

La présente consultation se déroule selon les règles qui sont décrites dans l'avis d'appel à la concurrence d'une part et dans le présent règlement de la consultation (RC) d'autre part.

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 - Procédure de passation

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la 2^{ème} partie du Code de la Commande Publique « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée ».

En application de l'article R. 2172-2 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage n'est pas tenu à l'organisation d'un concours. Conformément à l'article R.2124-3.3° du code de la commande publique, la présente consultation concerne donc une Procédure formalisée avec négociation (application des articles L2124-3 et R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du CCP) en vue de la conclusion d'un marché négocié de maîtrise d'œuvre

La procédure se déroule en plusieurs phases successives, décrites ci-après, et définies précisément par le Code de la Commande Publique , notamment aux articles précités.

-1^{ère} phase « candidatures » : sur la base des dossiers de candidatures (composition du dossier indiqué à l'article 6 du présent règlement), sélection par le Pouvoir Adjudicateur de 5 candidats, suivant les critères de sélection pondérés précisés à l'article 7.2 du présent règlement.

-2nde phase « offres » : sur la base des critères de sélection des offres pondérés énoncés à l'article 8.4.1 présent règlement, le Pouvoir Adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Synthèse des étapes de la consultation :

- Publication de l'avis de marché ;
- Remise des candidatures ;
- Invitation à soumissionner, comprenant le Dossier de Consultation des Entreprises envoyée aux 5 candidatures retenues (en cas de groupement transmission à l'architecte mandataire) ;
- Remise d'une première offre par les candidats invités à soumissionner ;
- Phase de négociation avec tout ou partie des candidats ayant remis une offre ;
- Modification éventuelle du dossier de consultation ;
- Remise d'une offre finale modifiée le cas échéant par les candidats ayant participé à la négociation.

Cependant, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R.2161.17 du Code de la Commande Publique.

3.2 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti, il est composé d'un lot unique.

Motif de non allotissement : Marché public unique de maîtrise d'œuvre au sens du Livre IV « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée » de la deuxième partie « Marchés Publics » du Code de la Commande Publique.

Marché public unique de maîtrise d'œuvre : l'allotissement est de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. D'autant plus que le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination des différents lots.

3.3 – Nomenclature

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

71200000-0 : Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection (Code CPV principal)

3.4 - Forme du marché -éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP :

● **Mission de base :**

APS, APD, PRO (+ avant métrés détaillés), ACT, VISA, DET, AOR

La mission de base intègre les obligations relatives à la Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, le maître d'œuvre assure la fonction de coordonnateur SSI.

La mission de base intègre l'assistance au maître de l'ouvrage pour la constitution des dossiers de demandes d'autorisations administratives

● **Mission complémentaire :**

DIAG

OPC

3.5 – Validité du marché

Le marché ne sera valablement formé et ne produira ses effets qu'au terme de la notification dudit marché.

3.6 – Tranches

Le marché comporte une (1) tranche ferme (TF) et une (1) tranche optionnelle 1(TO) :

TF	Etudes de Conception comportant les éléments de missions : DIAG, APS, APD, PRO (+ avant métrés détaillés) Assistance à la passation des contrats de travaux : ACT
TO1	Suivi de la réalisation des travaux comportant les éléments suivants : OPC, VISA, DET, AOR. <i>L'éventuel affermissement de la tranche optionnelle se fera par décision du pouvoir adjudicateur</i>

La tranche ferme débutera à la notification du marché.

La tranche optionnelle sera affermie par décision du Pouvoir Adjudicateur ; en cas de non affermissement de tranche, le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité de dédit.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de 12 mois à compter de la validation du dernier élément de mission de la tranche ferme; le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité de dédit en cas de dépassement de ce délai.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de **7 080 000 € HT valeur Janvier 2024**.

3.7 – Calendrier prévisionnel de la procédure

La phase « Candidatures » se déroulera en mai/juin 2024

Le dossier de consultation des concepteurs sera adressé aux candidats admis à négocier : fin juin 2024

La remise des offres initiales est prévue fin juillet 2024

En cas de négociation, la remise des offres finales est prévue en septembre 2024

La notification du marché est prévue en octobre 2024

3.8 – Durée du marché de maîtrise d'œuvre

La durée prévisionnelle du marché de maîtrise d'œuvre est estimée à 4 ans dans l'hypothèse où la tranche optionnelle est affermée.

Le délai d'exécution du marché débute à compter de la notification du marché

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux correspondants, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

3.9 - Compétences obligatoires

La consultation est ouverte à toute équipe dotée de compétences de conception et de suivi de réalisation dans les domaines suivants :

- **Architecture** (la qualification d'architecte du patrimoine ou la présentation de références significatives en matière de réhabilitation de bâtiments à valeur patrimoniale sera valorisée dans l'analyse des candidatures)
- **Ingénierie Structure**
- **Ingénierie CVC / Thermique**
- **Ingénierie CFO / CFA**
- **Coordination SSI**
- **Ingénierie Acoustique**
- **Economie de la construction**
- **OPC**

L'ensemble des compétences pourra exister dans une même structure ou se faire par association sous forme de groupement.

L'absence d'une compétence exigée entraînera l'élimination de la candidature.

En cas de groupement ; **le Mandataire sera OBLIGATOIREMENT un architecte.**

L'architecte devra également prouver son inscription à l'ordre français des architectes ou document équivalent pour les candidats étrangers

Le cas échéant, le candidat pourra associer des disciplines complémentaires qui, selon lui, seraient rendues nécessaires par rapport à la complexité et à l'ambition du projet.

Ne peuvent participer à la consultation, directement ou indirectement, les personnes qui ont pris part à son organisation et à l'élaboration du programme, les membres de leur famille, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

3.10 - Groupements d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Un même ARCHITECTE ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Au cas où le mandataire disposerait de plusieurs agences, ce dernier devra préciser laquelle de ses agences prendra en charge le projet ainsi que les moyens correspondants.

La participation des opérateurs économiques en qualité de cotraitants et/ou sous-traitants, à plusieurs équipes n'est pas autorisée sauf pour les compétences suivantes : **Ingénierie Acoustique et OPC**

Il est interdit de se présenter à la présente consultation en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. (excepté le cas de l'ingénierie acoustique ci avant).

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au Rectorat l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, l'acceptation du Rectorat, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. Le Rectorat se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

3.11 - Sous traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché objet de la présente consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique.

NB : le titulaire du marché pourra également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées ci-dessus.

3.12 - Mode de dévolution des travaux

Elle se fera en lots séparés travaux ou macro-lots pour le bâtiment.

Les procédures et les formes de consultation seront définies ultérieurement en accord avec la Maîtrise de l'ouvrage

Article 4 : Organisation générale de la phase 1 Candidatures

Cf le RC de la phase 1 inclus dans le précédent dossier d'appel à candidature

Article 5 Prix – Modalités de règlement

Les prix (contenu, forme, nature) et modalités de règlement sont définis dans le CCAP. Prix révisables.

Article 6 : Présentation et contenu du dossier de candidature

Cf le RC de la phase 1 inclus dans le précédent dossier d'appel à candidature

Article 7 : Modalités de sélection des candidatures

Cf le RC de la phase 1 inclus dans le précédent dossier d'appel à candidature

Article 8 : Organisation de la phase 2 « Offre »

8.1 – Conditions de la consultation

8.1.1 Contenu du dossier fourni aux participants admis à présenter une offre

A l'issue de la phase candidature, les services du Pouvoir Adjudicateur Maîtrise d'Ouvrage informe les cinq candidats concernés de leur sélection en phase offre.

Ces candidats retenus reçoivent une « invitation à concourir » sur le profil acheteur PLACE. En cas de groupement, l'invitation à concourir est transmise à l'architecte mandataire.

Le retrait du dossier de consultation sera uniquement possible de manière électronique, moyennant un code d'accès qui sera communiqué aux seuls candidats sélectionnés en phase 1, sur le profil d'acheteur [PLACE](https://www.marches-publics.gouv.fr) (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les candidats sélectionnés adopteront le même mode de transmission des offres que celui choisi pour les candidatures.

Référence de la consultation **[Drapiemoe130224bis](#)**

Code d'accès restreint : **[127adz](#)**

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation « Phase 2 » (version actualisée suite à la sélection des 5 équipes)
- le projet de marché (Acte d'Engagement et ses annexes, Cahier des Clauses Particulières – (CCAP et CCTP), qui servira de base aux éventuelles négociations
- le programme
- l'étude historique du bâtiment
- un diagnostic structure – BET Sixense
- plans du bâtiment (formats .dwg et .pdf)

8.1.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixe à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. En cas de négociation, le délai de validité des offres sera de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres négociées.

Pendant toute cette période le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le Pouvoir Adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable au co-contractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.

S'il est déclaré attributaire, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché.

8.1.3 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

8.1.4 Visite obligatoire du site

La visite du site sera obligatoire lors de la phase de remise d'offre. Les mandataires des équipes concurrentes

Modalités pratiques de déroulement de cette visite :

Lundi 08 juillet 2024 à 14h30

Durée prévisionnelle : environ 1h30

Présence obligatoire du représentant de l'architecte mandataire et du BET Structure

Nombre maximal autorisé de représentants de l'équipe : 4

Un certificat de visite sera donné au candidat à l'issue de cette visite à inclure dans l'offre.

Lors de cette visite , il ne sera pas répondu à des questions hormis celles ayant un caractère d'information générale

Les candidats poseront leurs questions via PLACE (cf § 8.1.5 ci après)

8.1.5 Questions posées par les candidats

Après la prise de connaissance du dossier de consultation et la visite du site , les candidats pourront poser des questions au maitre d'ouvrage via PLACE.

Le candidat devra faire parvenir ses questions sur la plate-forme au plus tard le **25/07/2024 à 16h00.**

NB : Lorsque le candidat souhaite poser plusieurs questions, il peut joindre à son message électronique sur la plateforme une pièce jointe contenant l'ensemble de ses questions. Ces questions ne sont pas visibles par les autres concurrents, seul le Pouvoir Adjudicateur en a connaissance

Un (ou plusieurs) compte-rendu (s) de type << Questions des candidats / Réponses du maitre de l'ouvrage >> sera/seront publié(s) sur le profil d'acheteur PLACE à destination des seuls concurrents

Les réponses à ces questions, publiées sur la plate-forme par le Pouvoir Adjudicateur et diffusées à l'ensemble des concurrents et ne mentionnent pas l'identité des sociétés qui en sont à l'origine

Si la date limite de réception des offres est reportée, le pouvoir adjudicateur indiquera aux candidats, le cas échéant, la nouvelle date limite pour poser des questions et la nouvelle date limite de publication et communication des réponses.

8.2 – Présentation des offres

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

● **Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement et son annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants : cadres ci-joints à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des prestataires ;
- En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe « DC4 » de l'acte d'engagement jointe dans le DCC). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R2193.1 du Code de la Commande Publique.
 - Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail
 - Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).
- Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- Le cas échéant, une note d'observations et de propositions de corrections de fond et de forme des divers documents compris dans le projet de marché (AE et CCP). Ces observations, si elles sont retenues par le Pouvoir Adjudicateur, pourront être reprises dans le cadre de la mise au point du marché.

● **Les documents explicatifs**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif et comportant les documents suivants :

- Note d'appréhension globale du programme dans laquelle le candidat explicitera son analyse critique du projet et des enjeux principaux (dont enveloppe financière)
- Note d'organisation décrivant la composition de l'équipe, ses atouts en liaison avec les problématiques du projet, l'affectation des tâches par cotraitants et sous-traitants
- Note présentant la méthodologie d'exécution de la mission en phase étude et travaux
- Note de justification de la détermination du montant du forfait de rémunération au regard de l'étendue de la mission, de la nature et de la technicité des ouvrages à réaliser, ainsi que des éléments de complexité du projet

● **L'attestation de visite du site**

8.3 – Dépôt des offres dans PLACE

Se reporter à l'annexe 1 au présent règlement

8.4 – Examen des offres

8.4.1 Sélection des offres

Les critères de jugement des offres sont précisés ci-dessous .

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critère 1 - Valeur technique de l'offre appréciée au vu du contenu du mémoire technique du candidat : 60 %

Avec :

- **Note d'appréhension globale du programme dans laquelle le candidat explicitera son analyse critique du projet et des enjeux principaux (dont enveloppe financière) (noté sur 20)**
- **Note d'organisation décrivant la composition de l'équipe, ses atouts en liaison avec les problématiques du projet, l'affectation des tâches par cotraitants et sous-traitants (noté sur 15)**
- **Note présentant la méthodologie d'exécution de la mission en phase étude et travaux (noté sur 15)**
- **Note de justification de la détermination du montant du forfait de rémunération au regard de l'étendue de la mission, de la nature et de la technicité des ouvrages à réaliser, des éléments de complexité du projet (noté sur 10)**

Critère 2 – Prix des prestations : 40 %

- Note sur 40

= (Montant de l'offre la moins disante -offres anormalement basses exclues- / montant de l'offre examinée) x 40

L'analyse portera sur l'ensemble des tranches.

8.4.2 Phase de négociation

Le pouvoir adjudicateur respectera les principes directeurs de la négociation dans les marchés publics :

- intangibilité des offres
- égalité de traitement des candidats
- confidentialité des offres
- transparence et traçabilité des procédures

En application de l'article R2161.17 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur négocie avec tous les candidats sélectionnés ayant remis une offre.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats sélectionnés ayant remis une offre . A cette fin, l'acheteur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. Il informe par écrit tous les candidats dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

Il n'est pas prévu de phases successives de négociation de manière à réduire le nombre d'offres à négocier. Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les candidats restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R2161-17 du Code de la Commande Publique .

Les exigences minimales mentionnées à l'article R. 2161-13 et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociations.

La négociation pourra porter sur tout ou partie des éléments de l'offre sans toutefois modifier substantiellement les conditions initiales du marché , avec pour objectif d'optimiser la proposition notamment sur le plan qualitatif, quantitatif, technique et financier.

La négociation pourra prendre la forme d'un entretien oral ou d'échanges par messagerie électronique ou pourra se tenir par visioconférence.

Dans le cas d'un entretien oral, les négociations auront lieu dans les locaux du Rectorat à Aix en Provence

Les modalités pratiques du déroulement de la phase de négociation (durée, horaires, ...) seront indiquées ultérieurement dans la lettre de convocation à l'entretien de négociation.

Dans le cas de négociation par courriers électroniques, ceux-ci pourront être échangés par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Après négociation, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des mêmes critères que ceux précités et un classement sera effectué sur la base des éventuelles nouvelles offres.

Il sera demandé aux candidats d'indiquer dans leur offre les coordonnées de la personne habilitée à négocier.

8.4.3 Cohérence de l'offre

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.4.4 Primes

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

8.5 – Informations relatives aux clauses particulières

8.5.1 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement

Cette opération est financée dans le cadre du/des programmes 214 et 348 : financement ETAT

8.5.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du premier élément de mission démarre à compter de la notification du marché.

Les délais d'exécution de l'ensemble des éléments de mission et de l'ensemble des livrables sont fixés au Cahier des Clauses Particulières (CCAP et CCTP).

8.5.3 Forfait de rémunération

Les prestations sont réglées par un prix forfaitaire suivant l'acte d'engagement et le CCAP.

8.5.4 Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixe en page de garde de l'acte d'engagement et qui correspond au mois précédant celui de la remise de l'offre . Ce mois est appelé "mois zéro" du marché de maîtrise d'oeuvre (m₀).

Les prix sont révisables selon les modalités prévues au CCAP.

8.5.5 Clause de financement et de sécurité

Voir CCAP

8.5.6 Confidentialité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété du Rectorat . Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. Le Rectorat se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

8.6 – Renseignements complémentaires

(cf article 8.1.5 pour la phase offre)

Renseignements complémentaires-phase offres

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

■CONTACTS au RECTORAT de REGION ACADEMIQUE PACA

DIRECTION REGIONALE ACADEMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ETAT (DRAPIE)

Place Lucien Paye
13621 Aix en Provence cedex 1

Renseignements techniques :

Eric FLORENT chef de projet DRAPIE

☎ 04 42 91 71 92

e-mail : eric.florent@region-academique-paca.fr

ou

Romane CLIVAZ chargée d'opération DRAPIE

☎ 04 42 91 70 94

e-mail : romane.clivaz@region-academique-paca.fr

Renseignements administratifs :

Laurence MASSA , Bureau des Marchés de la DRAPIE

☎ 04 42 91 71 49

laurence.massa@region-academique-paca.fr

Article 9 : Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le classement fondé sur les critères de jugement des offres sera proposé au Pouvoir Adjudicateur afin de retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre lui paraissant à même d'assurer la mission de maîtrise d'œuvre de l'opération à réaliser.

La décision d'attribuer le marché relève du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant dûment habilité.

L'architecte mandataire de l'équipe attributaire sera informé de cette décision via la messagerie PLACE.

Les services du Pouvoir Adjudicateur communiqueront via la messagerie PLACE aux candidats non retenus les motifs de rejet de leur proposition.

Article 10 : Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire.

A l'issue des négociations (ou de l'analyse des offres initiales si le Pouvoir Adjudicateur décide d'attribuer le marché sans négociation), l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats (si groupement de prestataires) produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Le candidat pré-retenu sera donc invité par les services du Pouvoir Adjudicateur à déposer ces documents sur la plate-forme **eattestations.com** (dépôt des pièces entièrement gratuit pour les entreprises) ; en cas de groupement, la demande sera faite auprès du mandataire, à charge pour celui-ci de transmettre cette requête à tous les autres membres du groupement.

Dans le cas où le dossier ne serait pas complété dans les délais impartis, le marché pourrait être attribué au candidat de second rang.

Article 11 : Mise au point du marché

En accord avec le candidat retenu, le Rectorat pourra procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature.

Article 12 : Motifs d'intérêt général

Le Pouvoir Adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés par écrit.

Article 13 : Procédures de recours

Le présent marché est régi par le droit français. Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché seront soumis au tribunal administratif de Marseille.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille - 31 rue Jean François LECA - 13002 MARSEILLE
Tél. : 04 91 13 48 30 - Fax : 04 91 81 13 87
E-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr
Site internet <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.com

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de Marchés publics (CCIRAL)
Préfecture de Région PACA - Secrétariat Général pour les Affaires Générales –
Place Felix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille cedex 6
Tél. : 04 84 35 45 54

Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Éducation nationale_110 rue de Grenelle_75357 Paris SP
07_Accueil téléphonique Tél. : 01.55.55.10.10

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille